
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 25/3 (1998)

DOI: 10.11588/fr.1998.3.61525

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Lediglich im Urteil darüber, *inwieweit* sozialpolitische Sonderregelungen an der Saar hinnehmbar seien, waren verschiedene Pariser und Besatzungsbehörden uneins. Saarländische Autonomiebefürworter – die der Autor wohlwollend als »kooperationsbereit« empfindet (S. 350) – vermochten nicht genügend Zugeständnisse zu erreichen, die für die Festigung ihrer stets gefährdeten weil nicht einwandfrei demokratisch legitimierten Position unentbehrlich waren. Es darf allerdings gefragt werden, ob großzügige Sozialleistungen von den Saarländern nicht auch als Almosen und »Schweigegeld« einer fremden Macht gesehen wurden, was mit zunehmender Normalisierung des Lebens moralisch immer anstößiger und peinlicher wurde. Die prodeutschen Gewerkschaftler wiederum prangerten Mißstände offen an, die nur bei einem französischen Rückzug von der Saar definitiv beseitigt werden konnten – trotzdem leitete sie nicht permanent Gambettas »stets daran denken, nie davon reden«.

Der Verfasser übertreibt in bedenklichem Maße und mit kargen Belegen die Rolle der eben doch nur von 6–9% der Wähler bevorzugten, hier wie im Bundesgebiet gesamtdeutsch eingestellten Kommunisten. Mochten sie im I.V. Bergbau einigen Einfluß besitzen und Kutsch ihre Unterstützung nicht verschmähen – letztlich hielten die prodeutschen Kräfte allem Anschein nach Distanz zur KP. Herrmann erwähnt mit keinem Wort, daß die Zulassung der KP das harmlose Feigenblatt sein sollte, hinter dem Hoffmann seine selektive »Demokratie« rigoros errichtete. Ein völliger Mißgriff ist die These, das zum Verbot der DPS führende »Remer-Telegramm« – das Kontakte der rechtsradikalen SRP mit der DPS belegen sollte – sei keine Fälschung gewesen! Herrmann behauptet dies aufgrund von dubiosen, den Vorgang selbst nicht betreffenden Quellen aus der DDR, die zudem zeitlich *nach* dem Verbot liegen!! Außerdem wollten SRP und SED *im verborgenen* konspirieren und bedienten sich keiner offenen Fernschreiben!

Für die saarländische Sozialgeschichte stellt das Buch einen bedeutsamen Fortschritt dar; überall dort, wo es politische Schlüsse zieht, ist es aber mit Vorsicht zu genießen.

Herbert ELZER, Andernach

Alexander HARITONOW, Hochschulpolitik in Sachsen 1945–1949, Köln (Böhlau) 1995, XIV–288 p.

Dans son ouvrage consacré à la politique universitaire des Soviétiques en Saxe (publication d'une thèse de doctorat soutenue à la Technische Hochschule de Dresde en 1994), Alexander Haritonow entend combler une double lacune des historiographies allemande et russe. Ayant eu accès aux archives de l'ancienne Union Soviétique entre 1989 et 1992 (date à laquelle interviennent de nouvelles restrictions à la consultation des fonds), l'auteur se propose d'évaluer le rôle de la SMAD (administration militaire soviétique en Allemagne) par rapport aux nouvelles autorités allemandes (mises en place par l'occupant au niveau des Länder en mai 1945) dans la politique universitaire de zone orientale. Haritonow a choisi de concentrer son propos sur la région de Saxe qui comptait alors trois établissements d'enseignement supérieur de types différents: la Technische Hochschule de Dresde, l'Université de Leipzig et la Bergakademie de Freiberg. La densité du réseau universitaire était donc importante et le degré de technicité de ces établissements élevé. Le livre est organisé en quatre parties.

L'analyse des structures de l'Administration militaire soviétique et de la »Landesverwaltung« allemande de la Saxe fait l'objet du premier chapitre. L'auteur rappelle combien la SMAD resta dans la dépendance étroite de Moscou et met l'accent sur les conflits de compétence et les divergences de point de vue entre les deux sections de la SMAD qui eurent en charge la politique universitaire: la »Verwaltung für Volksbildung« d'une part, l'»Informationsverwaltung« – héritière de la section »Propaganda« – d'autre part. La première de ces deux directions travaillait notamment à la reprise du système d'enseignement supérieur,

tandis que la seconde contrôlait les questions de dénazification et de démocratisation (mission politique). L'instauration tardive (début 1946) de la section »Volksbildung« au sein de la SMA régionale de Saxe témoigne du faible intérêt accordé à l'éducation au début de la période d'occupation. En revanche – et c'est une spécificité saxonne – cette section compta un éminent spécialiste de l'enseignement supérieur en la personne de Plujnikov. Son influence s'avéra considérable. Quant au »gouvernement« allemand de la Saxe, il n'eut longtemps qu'un rôle consultatif et subalterne auprès des instances militaires soviétiques, sans pouvoir réel. Ce vaste panorama des différents rouages administratifs conduit l'auteur à réviser les thèses de l'historiographie est-allemande. Les nouvelles autorités allemandes des Länder n'eurent jusqu'en 1949, qu'une autonomie très relative et l'essentiel des mesures furent imposées par les Soviétiques.

Dans une deuxième partie, Haritonow examine les prélèvements et démontages réalisés par les Soviétiques auprès des universités. Il s'interroge sur la compatibilité d'une telle politique avec le souci affirmé de restaurer le système éducatif allemand. Au total, il s'avéra que les trois établissements considérés furent très inégalement touchés par ces réquisitions et que les Russes démontèrent en priorité les installations techniques les plus récentes utilisables, pour la recherche dans le domaine de l'industrie lourde ou dans le secteur militaire. L'université de Leipzig, à l'exception de sa bibliothèque, fut relativement épargnée en comparaison de celles de Freiberg et Dresde.

Le troisième chapitre, consacré à la dénazification du personnel universitaire, est marqué par le souci d'établir une périodisation (l'auteur dégage trois phases successives du printemps 1945 à l'été 1947). En matière d'épuration, les nouvelles autorités allemandes, et en particulier les communistes, jouèrent un rôle important. Les processus et résultats de cette dénazification varièrent considérablement d'un établissement à l'autre. L'université de Dresde perdit une très grande partie de son personnel tandis qu'à Freiberg, un certain nombre d'enseignants politiquement compromis sous le III^e Reich purent rester à des postes de recherche. L'université de Leipzig, où la première épuration avait été menée par les Américains, tenta de résister à des purges qui risquaient de compromettre son fonctionnement.

Enfin, dans son dernier chapitre, l'auteur étudie deux aspects de la politique estudiantine: l'établissement des critères d'admission et l'instauration de cours de rattrapage pour les enfants issus de classes défavorisées afin de permettre leur accès à l'université. Ces »Vorstudienkurse« devaient bientôt être intégrés à l'université sous le nom de »Vorstudienanstalten« avant d'être transformés en »Arbeiter- und Bauernfakultäten«. Il s'agit là, bien entendu, d'instruments politiques visant à façonner une nouvelle élite acquise à l'idéologie communiste. Bien que les instances soviétiques aient avalisé puis contrôlé toutes ces mesures, celles-ci furent initiées par les communistes allemands. La SMAD, jugeant trop précoces certaines innovations, dut même modérer leur zèle. Ainsi, en 1948, l'Administration soviétique intervint-elle pour limiter l'introduction du marxisme-léninisme à l'université. Les autorités allemandes acceptèrent finalement de ne l'imposer comme discipline obligatoire que dans les facultés de sciences humaines! Haritonow traite enfin de la formation des conseils d'étudiants et des revers de la SED à ces premières élections. En quelques pages rapides, il retrace la »conquête« de l'université par la SED et la FDJ en 1948-1949.

Si cet ouvrage apporte incontestablement de nouveaux résultats, il reste néanmoins incomplet à maints égards. Concentré sur le travail d'archives, l'auteur a souvent ignoré le fruit de travaux antérieurs, y compris d'études récentes. Sa bibliographie témoigne de ces lacunes. Le plan retenu entraîne des répétitions et oblige le lecteur à parcourir le fil de la chronologie à chaque chapitre. Les vraies césures s'en trouvent estompées et la politique universitaire est difficilement saisissable dans sa globalité. Sans aucun doute, parce qu'elle n'est pas traitée dans son intégralité! Contrairement à ce que le titre laissait espérer, Haritonow n'en étudie que quelques aspects. C'est bien vainement que l'on cherchera l'analyse de l'enjeu

que les universités représentaient pour l'occupant soviétique. Bien plus regrettable encore, enseignants et enseignants (à l'exception de l'épuration du personnel) sont les grands absents de cet ouvrage. Haritonow ne traite ni du retour des émigrés après 1945, ni de l'émigration vers l'Ouest, ni de la formation ou du recrutement des universitaires. Mais surtout, ces enseignants restent dans l'anonymat (à peine le nom des recteurs de Leipzig est-il mentionné une fois). Aucune figure d'intellectuels n'émerge, à croire que l'université fut une administration parmi d'autres, sans visage, sans couleur, sans personnalité. De surcroît, Haritonow, qui a démêlé l'écheveau de tant de rouages administratifs dans son premier chapitre, a omis de présenter structures et fonctionnement de l'université. Qu'advint-il des statuts et des rapports hiérarchiques entre recteur, sénat et doyens? Qu'advint-il de l'autonomie traditionnelle de l'université, battue en brèche par le III^e Reich? On aurait enfin voulu savoir dans quelle mesure l'université réagit – ou fut capable de réagir – à l'endoctrinement communiste.

Corine DEFRANCE, Paris

Reiner POMMERIN (Hg.), *Culture in the Federal Republic of Germany, 1945–1995*, Oxford (Berg) 1996, IX–151 S. (German Historical Perspectives, XI).

Durch den von Reiner POMMERIN herausgegebenen Sammelband von acht am St. Anthony's College in Oxford gehaltenen Vorträgen soll einem englischsprachigen Publikum ein Überblick über die geistige und kulturelle Entwicklung in Deutschland nach 1945 gegeben und es über den Forschungsstand auf diesem Gebiet informiert werden. Der Herausgeber skizziert in seinem Vortrag den kulturellen Wandel in der Bundesrepublik von 1945–1989 unter dem Aspekt von Kontinuität und Diskontinuität. Er verweist darauf, daß in der unmittelbaren Nachkriegszeit die politischen und geistigen Eliten der Kultur einen hohen Stellenwert als Mittel der Erziehung beimaßen. Während die Deutschen an humanistische Traditionen, insbesondere die Weimarer Klassik, anknüpften und sie wiederzubeleben versuchten, wirkten die westlichen Besatzungsmächte als Kulturmissionare, die die bis dahin in Deutschland unbekannt westliche Literatur verbreiteten und den Deutschen die westliche Kultur nahebrachten. Durch die Studentenbewegung erfolgte eine Abkehr von der Elitkultur. POMMERIN sieht in der kulturellen Alternativszene der 70er und 80er Jahre eine Bereicherung der westdeutschen Kulturlandschaft. Auch Hermann GLASER stellt das Nebeneinander konservativer und progressiver Strömungen in der Nachkriegszeit dar. Die »Spießerieideologie«, die nach seinem Dafürhalten in der Kulturpolitik und dem kulturellen Leben seit Mitte des 19. Jh. in Deutschland weit verbreitet war, führte dazu, daß neue kulturelle Ausdrucksweisen und künstlerische Formen wie die Kahlschlagsliteratur und der Jazz, der lange Zeit an Schulen verboten war, zunächst nur auf wenig Resonanz stießen. Ernst VOLLRATH zeichnet die Entwicklung der Politischen Wissenschaft in der Bundesrepublik nach, die sich seit ihren Anfängen an der American Political Science orientiert hatte. Während jedoch in den USA die Forschung über die politische Kultur empirisch-analytisch ausgerichtet sei, kritisiere die deutsche Politikwissenschaft von einem radikal-demokratischen Standpunkt aus die in Deutschland mangelhaft entwickelte politische Kultur. Wenn VOLLRATH behauptet, Carl Schmitt diene in Deutschland als »Haupt der Medusa«, so übersieht er völlig die Carl-Schmitt-Renaissance der letzten Jahre. Kurt SONTHEIMER stellt in seinem instruktiven Vortrag das Verhältnis der deutschen Intellektuellen zur Politik dar. Während der Adenauer-Ära konnten sich die Intellektuellen mit der Bonner Demokratie nicht identifizieren, die sie mit dem von Walter Dirks geprägten Begriff der »Restauration« kennzeichnen zu können glaubten. Die durch die Studentenbewegung ausgelöste intellektuelle Diskussion sei durch Intoleranz, Dogmatismus und Ideologisierung geprägt gewesen, wenn sie auch langfristig zu einer Demokratisierung und Liberalisierung des gesellschaftli-